

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

16 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**visant à étendre aux cohabitants légaux le
bénéfice du droit à la pension de survie et à
l'allocation de transition**

(déposée par
Mmes Anja Vanrobaeys en Meryame Kitir)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

16 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot uitbreiding van het overlevingspensioen
en de overgangsuitkering naar de wettelijk
samenwonenden**

(ingediend door
de dames Anja Vanrobaeys en Meryame Kitir)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à étendre aux cohabitants légaux le bénéfice du droit à la pension de survie et à l'allocation de transition. À cette fin, elle modifie à la fois la législation sur le régime statutaire, la législation sur le régime des travailleurs salariés et la législation sur le régime des indépendants. Par ailleurs, elle remplace chaque fois la notion d'“époux” par la notion de “partenaire” et définit cette dernière notion de sorte qu'elle s'applique à la fois à la situation de mariage et à la situation de cohabitation légale. De même, elle supprime l'habilitation conférée au Roi d'étendre aux cohabitants légaux le bénéfice du droit à l'allocation de transition.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel heeft tot doel om het overlevingspensioen en de overgangsuitkering uit te breiden naar de wettelijk samenwonenden. Daartoe wordt zowel de wetgeving in het ambtenarenstelsel, in het werknemersstelsel als in het zelfstandigenstelsel gewijzigd. Telkens wordt onder meer het begrip “echtgenoot” vervangen door het begrip “partner” en wordt dat begrip gedefinieerd om zowel de situatie van het huwelijk als die van het wettelijk samenwonen te bevatten. Ook wordt de optie opgeheven die de Koning toelaat om de overgangsuitkering uit te breiden naar de wettelijk samenwonenden.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2950/001.

La société évolue et de nouvelles formes de cohabitation apparaissent. C'est ainsi que la loi du 23 novembre 1998 "instaurant la cohabitation légale" (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2000) a ancré une nouvelle forme de cohabitation dans la législation.

Depuis lors, cette forme de cohabitation constitue une alternative au mariage pour de nombreuses personnes.

Son objectif est en effet d'offrir une certaine protection juridique aux personnes qui cohabitent en dehors du cadre juridique du mariage.

Par "cohabitation légale", il y a lieu d'entendre la situation de vie commune de deux personnes ayant fait une déclaration écrite de cohabitation légale à l'officier de l'état civil du domicile commun. Pour devenir cohabitants légaux, les deux parties doivent se présenter devant l'officier de l'état civil du domicile commun en vue de faire une déclaration écrite qui est remise contre récépissé. L'officier de l'état civil acte ensuite la déclaration de cohabitation légale dans le registre de la population.

En matière d'impôts des personnes physiques, les cohabitants légaux ont entre-temps été totalement assimilés aux époux.

Tel n'est cependant pas encore le cas au regard de la sécurité sociale, encore qu'en l'occurrence, les divers régimes s'ouvrent également davantage aux cohabitants légaux. C'est ainsi que la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles est adaptée aux cohabitants légaux depuis 2007. C'est ainsi que le chômage et l'incapacité de travail/invalidité connaissent certes trois catégories d'ayants droit (les personnes ayant charge de famille, les isolés et les cohabitants), mais l'état civil est sans incidence à cet égard.

Le régime de pension demeure toutefois une exception dans le cadre de la sécurité sociale. Le mariage est quasi l'unique forme juridique de cohabitation prise en compte dans ce régime.

Un glissement a néanmoins été récemment amorcé, la cohabitation légale ayant été prise en compte de manière

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2950/001.

De samenleving evolueert en ook de diverse mogelijke samenlevingsvormen nemen toe. Zo werd met de wet "tot invoering van de wettelijke samenwoning" van 23 november 1998 (in werking getreden op 1 januari 2000) een nieuwe samenlevingsvorm wettelijk verankerd.

Sindsdien vormt deze samenlevingsvorm voor veel mensen een alternatief voor het huwelijk.

Het doel is immers personen die samenwonen een bepaalde wettelijke bescherming te geven buiten het juridisch kader van het huwelijk.

Onder "wettelijke samenwoning" wordt verstaan: de toestand van samenleven van twee personen die een verklaring van wettelijke samenwoning hebben afgelegd bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeenschappelijke woonplaats. Om hun wettelijke samenwoning tot stand te brengen, moeten de twee partijen zich aanbieden bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeenschappelijke woonplaats om een schriftelijke verklaring af te leggen die tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd. De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt melding van de verklaring van wettelijke samenwoning in het bevolkingsregister.

Op het vlak van de personenbelasting zijn wettelijk samenwonenden ondertussen volledig gelijkgesteld met gehuwden.

In de sociale zekerheid is dit echter nog niet het geval, hoewel ook daar in de diverse stelsels steeds meer plaats werd gemaakt voor de wettelijk samenwonenden. Zo is de wetgeving van de arbeidsongevallen en beroepsziekten sinds 2007 aangepast aan de wettelijk samenwonenden. Zo kennen de werkloosheid en de arbeidsongeschiktheid/invaliditeit wel drie categorieën van gerechtigden (personen met een gezinslast, alleenstaanden en samenwonenden), maar de burgerlijke staat is daarbij irrelevant.

Het pensioenstelsel blijft echter binnen de sociale zekerheid een uitzondering. Dit stelsel houdt bijna enkel rekening met het huwelijk als juridische samenlevingsvorm.

Toch is er recent ook een verschuiving ingezet en werd er in beperkte mate ruimte gemaakt voor het

limitée, en particulier en 2014 dans la législation relative à la pension de survie.

Conformément à l'article 2 de la loi du 15 mai 1984, la pension de survie n'est accordée que si, à la date du décès, le conjoint survivant était marié depuis un an au moins avec le travailleur décédé. Dans son arrêt du 25 mars 2009, la Cour constitutionnelle a toutefois estimé que cette disposition violait les articles 10 et 11 de la Constitution, dans la mesure où elle prive de pension de survie le conjoint survivant marié depuis moins d'un an avec le travailleur décédé, avec qui il avait précédemment fait une déclaration de cohabitation commune, la durée cumulée du mariage et de la cohabitation légale s'élevant à un an au moins. La loi du 15 mai 2014 portant des dispositions diverses a réformé la pension de survie tout en apportant une réponse à l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle. L'article 90 de ladite loi a en effet inséré une disposition dans l'article 2 précité de la loi du 15 mai 1984 prévoyant que: "Pour la détermination de la durée minimum d'un an de mariage visée à l'alinéa 1^{er}, il est le cas échéant tenu compte de la durée de la cohabitation légale entre le conjoint survivant et le conjoint décédé précédant immédiatement leur mariage. Seule est néanmoins prise en compte la déclaration de cohabitation légale visée à l'article 1476 du Code civil."

Cette loi portant des dispositions diverses a créé une seconde ouverture dans la législation relative à la pension de survie à l'égard des cohabitants légaux. Les règles relatives à l'allocation de transition, créée par cette loi, insèrent la disposition suivante dans l'article 5/1: "§ 3. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut, aux conditions qu'il fixe, étendre le bénéfice de l'allocation de transition aux cohabitants légaux qui ne sont pas unis par un lien de parenté, d'alliance ou d'adoption entraînant une prohibition de mariage prévue par le Code civil.". Un tel arrêté royal n'a toutefois pas encore été pris jusqu'à présent.

Nous souhaitons poursuivre sur cette voie. C'est pourquoi la présente proposition de loi a pour objectif d'étendre le droit à la pension de survie et à l'allocation de transition aux cohabitants légaux.

À cet effet, la proposition modifie la législation tant dans les régimes des fonctionnaires (loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions) et des travailleurs salariés (arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite

wettelijk samenwonen en dit meer bepaald in 2014 in de wetgeving van het overlevingspensioen.

Het overlevingspensioen wordt, op basis van artikel 2 van de wet van 15 mei 1984, slechts toegekend indien, op de datum van het overlijden, de langstlevende echtgenoot ten minste één jaar met de overleden werknemer gehuwd was. Het Grondwettelijk Hof stelde echter in haar arrest van 25 maart 2009 dat deze bepaling art. 10 en 11 van de Grondwet schendt in zoverre het de langstlevende echtgenoot die minder dan één jaar met de overleden werknemer was gehuwd, met wie hij eerder een verklaring van wettelijke samenwoning had afgelegd en waarbij de gezamenlijke duur van het huwelijk en de wettelijke samenwoning minstens één jaar bedraagt, een overlevingspensioen ontzegt. De wet houdende diverse bepalingen van 15 mei 2014 voerde een hervorming van het overlevingspensioen in en bood tegelijk een antwoord op dit arrest van het Grondwettelijk Hof. Via haar artikel 90 voegde ze immers een bepaling in bij het bovengenoemde artikel 2 van de wet van 15 mei 1984 dat luidt als volgt: "Voor de bepaling van de in het eerste lid bedoelde minimumduur van één jaar huwelijk, wordt in voorkomend geval rekening gehouden met de duur van de aan het huwelijk onmiddellijk voorafgaande wettelijke samenwoning tussen de langstlevende echtgenoot en de overleden echtgenoot. Enkel de verklaring van wettelijke samenwoning bedoeld in artikel 1476 van het Burgerlijk Wetboek wordt evenwel in aanmerking genomen."

Deze zelfde wet diverse bepalingen creëerde tegelijk een tweede opening in de wetgeving van het overlevingspensioen ten aanzien van de wettelijk samenwonenden. Immers, bij de regeling van de overgangsuitkering, die bij deze wet werd gecreëerd, werd volgende bepaling opgenomen in art. 5/1: "§ 3. De Koning kan, bij een besluit vastgelegd na overleg in de Ministerraad, onder de voorwaarden die Hij vastlegt, het genot van de overgangsuitkering uitbreiden naar de wettelijke samenwonenden die niet verbonden zijn door een familieband, aanverwantschap of adoptie die een huwelijksverbod voorzien door het Burgerlijk Wetboek inhoudt.". Tot op heden werd echter nog geen dergelijk koninklijk besluit genomen.

Wij wensen verdere stappen te zetten op deze reeds ingeslagen weg. Dit wetsvoorstel heeft dan ook tot doel om het overlevingspensioen en de overgangsuitkering uit te breiden naar de wettelijk samenwonenden.

Daartoe wordt zowel de wetgeving in het ambtenarenstelsel (de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen), in het werknemersstelsel (het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor

et de survie des travailleurs salariés) que dans le régime des travailleurs indépendants (arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants). Plus spécifiquement, ces modifications visent de manière systématique à:

— définir la notion de “partenaire” dans cette législation, afin d’englober tant la situation du mariage que celle de la cohabitation légale. La situation de cohabitation légale renvoie à la déclaration visée à l’article 1476 du Code civil, étant entendu qu’en sont exclues les personnes unies par un lien de parenté, d’alliance ou d’adoption entraînant une prohibition de mariage prévue par le Code civil (art. 2, 10 et 20);

— supprimer en conséquence la définition de la notion de “cohabitation légale” (art. 4, 12 et 21);

— supprimer, dans la nouvelle loi, l’option qui autorisait le Roi à étendre le droit à l’allocation de transition aux cohabitants légaux, dès lors que la présente loi inscrit désormais cette extension dans la loi même (art. 6, 19 et 29);

— remplacer respectivement les mots “conjoint” et “conjoints” par les mots “partenaire” et “partenaires”;

— ajouter la notion de cohabitation légale à celle de mariage.

werknemers) als in het zelfstandigenstelsel (het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen) gewijzigd. Die wijzigingen strekken er telkens meer bepaald toe om:

— het begrip “partner” in deze wetgeving te definiëren, waarbij zowel de situatie van het huwelijk als dat van het wettelijk samenwonen wordt gevat. Met de wettelijke samenwoning wordt daarbij bedoeld de verklaring bedoeld in artikel 1476 van het Burgerlijk Wetboek, waarbij wel de personen zijn uitgesloten met een familieband, aanverwantschap of adoptie waarvoor een huwelijksverbod is voorzien in het Burgerlijk Wetboek (art. 2, 10 en 20);

— de definitie van wat begrepen wordt onder het begrip “wettelijke samenwoning” wordt dientengevolge geschrapd (art. 4, 12 en 21);

— de optie te schrappen in de huidige wetgeving die de Koning toeliet om de overgangsuitkering uit te breiden naar de wettelijk samenwonenden, aangezien deze uitbreiding nu met deze wet in de wet zelf wordt ingeschreven (art. 6, 19 en 29);

— de woorden “echtgenoot” en “echtgenoten” te vervangen respectievelijk door de woorden “partner” en “partners”;

— aan het begrip huwelijk ook het begrip van de wettelijke samenwoonst toe te voegen.

Anja VANROBAEYS (sp.a)
Meryame KITIR (sp.a)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans le livre I^{er}, titre I^{er}, chapitre I^{er}, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, il est inséré un article 1^{er}/1 rédigé comme suit:

“Art. 1^{er}/1. Pour l'application de la présente loi, on entendra par “partenaire”: l'une des deux parties mutuellement liées, soit par un mariage, soit par une cohabitation légale, qui ne sont pas unies par un lien de parenté, d'alliance ou d'adoption entraînant une prohibition de mariage prévue par le Code civil.”

Art. 3

L'intitulé du livre I^{er}, titre I^{er}, chapitre II, de la même loi est remplacé par ce qui suit: “De la pension de survie”.

Art. 4

Dans l'article 2 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “le conjoint survivant dont le mariage a duré un an au moins et dont l'époux ou l'épouse” sont remplacés par les mots “le partenaire survivant dont le mariage et/ou la cohabitation légale a duré un an au moins et dont le partenaire”;

b) dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots “le mariage” sont chaque fois remplacés par les mots “le mariage et/ou la cohabitation légale”;

c) l'alinéa 3 du § 1^{er} est abrogé;

d) dans le § 3, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In Boek I, Titel I, Hoofdstuk I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 1/1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder “partner”: één van beide partijen die met elkaar zijn verbonden ofwel door een huwelijk ofwel door het wettelijk samenwonen, die niet is gesloten door personen met een familieband, aanverwantschap of adoptie waarvoor in een huwelijksverbod is voorzien in het Burgerlijk Wetboek.”

Art. 3

Het opschrift van Boek I, Titel I, Hoofdstuk II, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt: “Het overlevingspensioen”.

Art. 4

In artikel 2 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid van § 1 worden de woorden “de langlevende echtgenoot wiens huwelijk ten minste één jaar geduurd heeft en wiens echtgenoot” vervangen door de woorden “de langstlevende partner van wie het huwelijk en/of het wettelijk samenwonen, ten minste één jaar geduurd heeft en wiens partner”;

b) in het tweede lid van § 1 worden de woorden “het huwelijk” telkens vervangen door de woorden “het huwelijk en/of het wettelijk samenwonen”;

c) het derde lid van § 1 wordt opgeheven;

d) in § 3 wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 5

Dans les articles 3, 4 et 5 de la même loi, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”.

Art. 6

Dans l'article 5/1 de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014 et modifié par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées:

a) les mots “aux conjoints survivants” sont remplacés par les mots “au partenaire survivant” et le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”;

b) le § 3 est abrogé.

Art. 7

Dans l'article 5/2 de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014, le mot “conjoints” est remplacé par le mot “partenaire”.

Art. 8

Dans l'article 5/3 de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014, le mot “conjoints” et le mot “conjoint” sont chaque fois remplacés par le mot “partenaire”.

Art. 9

Dans l'article 125 de la même loi, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”.

Art. 10

L'article 3^{ter}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par la loi du 5 décembre 2017, est complété par un 10° rédigé comme suit:

“10° “partenaire”: une des deux parties unies par un mariage ou par une cohabitation légale qui n'a pas été conclue par des personnes unies par un lien de parenté, d'alliance ou d'adoption entraînant une prohibition de mariage prévue par le Code civil.”.

Art. 5

In de artikelen 3, 4 en 5 van dezelfde wet wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 6

In artikel 5/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “echtgenoten” en het woord “echtgenoot” worden telkens vervangen door het woord “partner”;

b) § 3 wordt opgeheven.

Art. 7

In artikel 5/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, wordt het woord “echtgenoten” vervangen door het woord “partner”.

Art. 8

In artikel 5/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden het woord “echtgenoten” en het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 9

In artikel 125 van dezelfde wet wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 10

Artikel 3^{ter}, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wet van 5 december 2017, wordt aangevuld met een punt 10°, luidende:

“10° “partner”: één van beide partijen die met elkaar zijn verbonden ofwel door een huwelijk ofwel door het wettelijk samenwonen, die niet is afgesloten door personen met een familieband, aanverwantschap of adoptie waarvoor in een huwelijksverbod is voorzien in het Burgerlijk Wetboek.”.

Art. 11

Dans l'article 16 du même arrêté royal, les mots "époux", "épouse" et "conjoint" sont chaque fois remplacés par le mot "partenaire".

Art. 12

Dans l'article 17 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots "le conjoint survivant était marié depuis un an au moins avec le travailleur décédé" sont remplacés par les mots "le partenaire survivant était marié et/ou cohabitait légalement depuis un an au moins avec le travailleur décédé.";

b) dans l'alinéa 1^{er}, troisième phrase, les mots "du mariage" sont chaque fois remplacés par les mots "du mariage et/ou de la cohabitation légale";

c) dans les alinéas 1^{er} et 2, les mots "conjoint" et "époux" sont chaque fois remplacés respectivement par les mots "partenaire" et "partenaires";

d) le dernier alinéa est abrogé.

Art. 13

Dans l'article 19 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le § 1^{er}, les mots "lorsque le conjoint survivant se remarie" sont remplacés par les mots "lorsque le partenaire survivant se remarie ou cohabite légalement avec un autre partenaire";

b) dans le § 2, le mot "conjoint" est remplacé par le mot "partenaire".

Art. 14

Dans l'article 20 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans les alinéas 2 et 3, les mots "le conjoint survivant qui a été uni par des mariages successifs" sont remplacés par les mots "le partenaire survivant qui a été uni par des mariages et/ou des cohabitations légales successives";

Art. 11

In artikel 16 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "echtgenoot" en "echtgenote" telkens vervangen door het woord "partner".

Art. 12

In artikel 17 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden in de eerste zin de woorden "de langstlevende echtgenoot ten minste één jaar met de overleden werknemer gehuwd was" vervangen door de woorden "de langstlevende partner ten minste één jaar met de overleden werknemer gehuwd en/of wettelijk samenwonend was.";

b) in het eerste lid worden in de derde zin de woorden "het huwelijk" telkens vervangen door de woorden "het huwelijk en/of het wettelijk samenwonen";

c) in het eerste en het tweede lid worden de woorden "echtgenoot" en "echtgenoten" telkens vervangen door respectievelijk de woorden "partner" en "partners";

d) het laatste lid wordt opgeheven.

Art. 13

In artikel 19 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 worden de woorden "wanneer de langstlevende echtgenoot hertrouwt" vervangen door de woorden "wanneer de langstlevende partner hertrouwt of met een andere partner wettelijk samenwoont";

b) in § 2 wordt het woord "echtgenoot" vervangen door het woord "partner".

Art. 14

In artikel 20 van hetzelfde koninklijk besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het tweede en het derde lid worden telkens de woorden "de langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken verbonden is geweest" vervangen door de woorden "de langstlevende partner die door opeenvolgende huwelijken en/of wettelijk samenwonen verbonden is geweest";

b) dans l'alinéa 3, dernière phrase, et dans l'alinéa 4, le mot "conjoint" est chaque fois remplacé par le mot "partenaire".

Art. 15

Dans l'article 21 du même arrêté royal, le mot "conjoint" est chaque fois remplacé par le mot "partenaire".

Art. 16

Dans l'article 21*bis* du même arrêté royal, inséré par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots "au conjoint survivant, qui, au décès de son époux ou épouse, n'a pas atteint l'âge visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, pour autant que le conjoint survivant était marié depuis au moins un an avec le travailleur décédé" sont remplacés par les mots "au partenaire survivant, qui, au décès de son partenaire, n'a pas atteint l'âge visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, pour autant que le partenaire survivant était marié et/ou cohabitait légalement depuis au moins un an avec le travailleur décédé";

b) dans l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret, les mots "l'époux ou l'épouse" sont remplacés par le mot "le partenaire";

c) dans l'alinéa 1^{er}, troisième tiret, les mots "du mariage" sont chaque fois remplacés par les mots "du mariage ou de la cohabitation légale";

d) dans l'alinéa 2, le mot "l'époux" est chaque fois remplacé par les mots "le partenaire";

e) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 17

Dans l'article 21*ter* du même arrêté royal, inséré par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans les § 1^{er}, § 2 et § 3, les mots "l'époux ou l'épouse percevait" sont chaque fois remplacés par les mots "les partenaires percevaient", les mots "l'époux ou l'épouse perçoit" sont remplacés par les mots "les partenaires perçoivent" et le mot "conjoint" est chaque fois remplacé par le mot "partenaire".

b) in het derde lid, laatste zin, en in het vierde lid wordt het woord "echtgenoot" telkens vervangen door het woord "partner".

Art. 15

In artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit wordt telkens het woord "echtgenoot" vervangen door het woord "partner".

Art. 16

In artikel 21*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "aan de langstlevende echtgenoot die, bij het overlijden van zijn echtgenoot of echtgenote, de in artikel 16, § 1, tweede lid, bedoelde leeftijd niet bereikt heeft, voor zover de langstlevende echtgenoot ten minste één jaar met de overleden werknemer gehuwd was" vervangen door de woorden "aan de langstlevende partner die, bij het overlijden van zijn partner, de in artikel 16, § 1, tweede lid, bedoelde leeftijd niet bereikt heeft, voor zover de langstlevende partner ten minste één jaar met de overleden werknemer gehuwd en/of wettelijk samenwonend was";

b) in het eerste lid, tweede gedachtestreepje, wordt het woord "echtgenoten" vervangen door het woord "partners";

c) in het eerste lid, derde gedachtestreepje, worden na het woord "huwelijk" telkens de woorden "of wettelijke samenwoning" ingevoegd;

d) in het tweede lid wordt het woord "echtgenoot" telkens vervangen door het woord "partner";

e) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 17

In artikel 21*ter* van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1, § 2 en § 3, wordt het woord "echtgenoten" telkens vervangen door het woord "partners" en wordt het woord "echtgenoot" telkens vervangen door het woord "partner";

b) dans le § 4, les mots “Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs” sont remplacés par les mots “Le partenaire survivant, qui a été uni par des mariages et/ou des cohabitations légales successifs”.

Art. 18

Dans l'article 21^{quater} du même arrêté royal, inséré par la loi du 15 mai 2014, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”.

Art. 19

L'article 21^{quinquies} du même arrêté royal, inséré par la loi du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 20

Dans le titre I, chapitre II de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit:

“Art. 2/1. Pour l'application de la présente loi, on entend par “partenaire” toute personne unie à une autre par mariage ou une cohabitation légale, pour autant que ce mariage ou cette cohabitation légale n'ait pas été contracté par des personnes unies par un lien de parenté, d'alliance ou d'adoption entraînant une prohibition de mariage prévue par le Code civil”.

Art. 21

Dans l'article 4 du même arrêté royal, les modifications suivantes sont apportées:

a) le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”;

b) dans la première phrase du § 1^{er}, 1°, les mots “avoir été marié au moins un an” sont remplacés par les mots “avoir été marié ou avoir été en cohabitation légale pendant au moins un an”;

c) dans le deuxième tiret du § 1^{er}, 1°, le mot “conjoints” est remplacé par le mot “partenaires”;

d) dans le troisième tiret du § 1^{er}, 1°, après le mot “mariage”, il est chaque fois inséré les mots “ou de la cohabitation légale”;

b) in § 4 worden de woorden “de langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken is verbonden” vervangen door de woorden “de langstlevende partner die door opeenvolgende huwelijken en/of wettelijke samenwoning is verbonden”.

Art. 18

In artikel 21^{quater} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 19

Artikel 21^{quinquies} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 20

In Titel I, Hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 2/1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder “partner”: één van beide partijen die met elkaar zijn verbonden ofwel door een huwelijk ofwel door het wettelijk samenwonen, die niet is afgesloten door personen met een familieband, aanverwantschap of adoptie waarvoor een huwelijksverbod is voorzien in het Burgerlijk Wetboek”.

Art. 21

In artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “echtgenoot” wordt telkens vervangen door het woord “partner”;

b) in de eerste zin van § 1, 1°, worden de woorden “ten minste één jaar gehuwd zijn” vervangen door de woorden “ten minste één jaar gehuwd en/of wettelijk samenwonend zijn”;

c) in het tweede gedachtestreepje van § 1, 1°, wordt het woord “echtgenoten” vervangen door het woord “partners”;

d) in het derde gedachtestreepje van § 1, 1°, worden na het woord “huwelijk” telkens de woorden “of wettelijke samenwoning” ingevoegd;

e) le § 4 est abrogé.

Art. 22

Dans l'article 5 du même arrêté royal, le mot "conjoint" est chaque fois remplacé par le mot "partenaire".

Art. 23

Dans l'article 6 du même arrêté royal, les mots "Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs à des travailleurs indépendants" sont remplacés par les mots "Le partenaire survivant, qui a été uni par des mariages à et/ou des cohabitations légales successives avec des travailleurs indépendants" et les mots "Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs à un travailleur indépendant et à un travailleur" sont remplacés par les mots "Le partenaire survivant, qui a été uni par des mariages et/ou des cohabitations légales successives avec un travailleur indépendant et un travailleur".

Art. 24

Dans l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté royal, les mots "Lorsque le conjoint survivant se remarie" sont remplacés par les mots "Lorsque le partenaire survivant se remarie ou vit en cohabitation légale avec un autre partenaire".

Art. 25

Dans l'article 8 du même arrêté royal, le mot "conjoint" est chaque fois remplacé par le mot "partenaire" et le mot "conjoints" est remplacé par le mot "partenaires".

Art. 26

Dans l'article 8bis, § 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le § 1^{er}, les mots "au conjoint survivant, qui, au décès de son conjoint, n'a pas atteint l'âge visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, ou alinéa 2, pour autant que le conjoint survivant ait été marié au moins un an avec le travailleur indépendant décédé" sont remplacés par les mots "au partenaire survivant, qui, au décès de son partenaire, n'a pas atteint l'âge visé à l'article 4, § 1^{er},

e) § 4 wordt opgeheven.

Art. 22

In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "echtgenoot" telkens vervangen door het woord "partner".

Art. 23

In artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "de langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken verbonden" telkens vervangen door de woorden "de langstlevende partner die door opeenvolgende huwelijken en/of wettelijke samenwoning verbonden".

Art. 24

In artikel 7, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden "wanneer de langstlevende echtgenoot hertrouwt" vervangen door de woorden "wanneer de langstlevende partner hertrouwt of met een andere partner wettelijk samenwoont".

Art. 25

In artikel 8 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "echtgenoot" telkens vervangen door het woord "partner" en het woord "echtgenoten" vervangen door het woord "partners".

Art. 26

In artikel 8bis, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "aan de langstlevende echtgenoot die, bij het overlijden van zijn echtgenoot of echtgenote, de in artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o, of tweede lid, bedoelde leeftijd niet bereikt heeft, voor zover de langstlevende echtgenoot ten minste één jaar met de overleden zelfstandige gehuwd was" vervangen door de woorden "aan de langstlevende partner die, bij

alinéa 1^{er}, 2^o, ou alinéa 2, pour autant que le partenaire survivant ait été marié au moins un an avec le travailleur indépendant et/ou qu'ils aient vécu au moins un an en cohabitation légale”;

b) dans l’alinéa 1^{er}, deuxième tiret, le mot “conjoints” est remplacé par le mot “partenaires”;

c) dans l’alinéa 1^{er}, troisième tiret, les mots “ou de la cohabitation légale” sont chaque fois ajoutés après le mot “mariage”;

d) dans l’alinéa 2, le mot “conjoints” est remplacé par le mot “partenaires”;

e) l’alinéa 3 est supprimé.

Art. 27

Dans l’article 8^{ter} du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 avril 2014 et modifié par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans le § 1^{er}, le mot “conjoints” est chaque fois remplacé par le mot “partenaires”;

b) dans le § 2, le mot “conjoint” est remplacé par le mot “partenaire” et les mots “ou lorsqu’il cohabite légalement avec un autre partenaire” sont insérés après les mots “lorsqu’il se remarie”;

c) dans le § 3, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”;

d) dans le § 4, les mots “Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs,” sont remplacés par les mots “Le partenaire survivant, qui a été uni par des mariages ou des cohabitations légales successives”.

Art. 28

Dans l’article 8^{quater} du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 avril 2014 et modifié par la loi du 10 août 2015, le mot “conjoint” est chaque fois remplacé par le mot “partenaire”.

het overlijden van zijn partner, de in artikel 4, § 1, eerste 2^o of tweede lid, bedoelde leeftijd niet bereikt heeft, voor zover de langstlevende partner ten minste één jaar met de overleden zelfstandige gehuwd en/of wettelijk samenwonend was”;

b) in het eerste lid, tweede gedachtestreepje, wordt het woord “echtgenoten” vervangen door het woord “partners”;

c) in het eerste lid, derde gedachtestreepje, worden na het woord “huwelijk” telkens de woorden “of wettelijke samenwoning” ingevoegd;

d) in het tweede lid wordt het woord “echtgenoten” vervangen door het woord “partners”;

e) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 27

In artikel 8^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in § 1 wordt telkens het woord “echtgenoten” vervangen door het woord “partners”;

b) in § 2 wordt het woord “echtgenoot” vervangen door het woord “partner” en worden na het woord “hertrouwt” de volgende woorden toegevoegd: “of met een andere partner wettelijk samenwoont”;

c) in § 3 wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”;

d) in § 4 worden de woorden “de langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken is verbonden” vervangen door de woorden “de langstlevende partner die door opeenvolgende huwelijken en/of wettelijke samenwoning is verbonden”.

Art. 28

In artikel 8^{quater} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2015 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, wordt het woord “echtgenoot” telkens vervangen door het woord “partner”.

Art. 29

L'article 8^{quinquies} du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 avril 2014, est abrogé.

8 juillet 2019

Art. 29

Artikel 8^{quinquies} van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, wordt opgeheven.

8 juli 2019

Anja VANROBAEYS (sp.a)
Meryame KITIR (sp.a)